

ayant recours aux services de géomatique. L'IGAC relève du ministère des Finances (Ministerio de Hacienda y Credito Publico).

L'IGAC offre ses services au public, contre le paiement d'honoraires pour l'utilisation des cartes disponibles. L'organisme offre aussi ses services à divers ministères et organisations gouvernementales. Parmi les ministères qui ont eu recours à ses services, on note le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Énergie et des Mines et le ministère de la Défense nationale. Le ministère de l'impôt et des douanes (DIAN) et la police nationale colombienne font partie des organismes du secteur public qui ont eu recours aux services de l'IGAC. Tout organisme gouvernemental peut utiliser ses services. Cependant, si les renseignements demandés ne figurent pas dans les bases de données de l'IGAC, les ministères et organismes publics doivent faire effectuer le travail eux-mêmes. L'IGAC est le fournisseur général d'informations cartographiques et cadastrales et met en oeuvre certains projets agricoles portant sur le développement végétatif dans des régions données.

Environ 50 % du budget de l'IGAC est consacré à du travail effectué à l'interne. L'autre moitié est consacrée à des travaux à contrat pour l'Institut. Environ 70 % du territoire colombien a été cartographié et l'initiative en cours, menée par ECOPETROL et IGAC, vise à unifier toute l'information géographique de la Colombie en un seul système de symboles, sous la gestion de l'IGAC. À l'heure actuelle, de nombreuses entreprises privées et organisations du secteur public possèdent leur propre base de données cartographiques. Parfois, certains services sont dédoublés lorsqu'une entreprise n'a pas accès aux données plus complètes d'un concurrent, ce qui amène la société visée à sous-traiter le travail.

Précédemment, l'IGAC a eu recours aux services d'entreprises canadiennes comme INTYERA, RADARSAT, SNC-Lavalin Inc. et PGI. Le Centre canadien de télédétection (CCT) a travaillé en collaboration avec l'IGAC. (Veuillez voir l'annexe 2, sous Adresses utiles et services de soutien au Canada.) Tous les contrats de l'IGAC sont annoncés dans les journaux et dans les publications gouvernementales et privées qui donnent la liste des contrats gouvernementaux disponibles. (L'annexe 1 donne l'adresse des organismes publics et privés fournissant une liste des contrats gouvernementaux les plus récents qui sont disponibles.)

## **F) Environnement**

La création du nouveau ministère de l'Environnement en 1994 a renforcé l'intérêt à l'égard des pratiques environnementales, et de nombreuses entreprises industrielles veulent changer leur façon de faire des affaires.